



Atelier de formation sur la politique gouvernementale en matière de liberté d'expression dans l'espace digital Khémisset, 11 et 12 Novembre 2023

Termes de référence

Contexte

Dans le cadre du projet Dialogue Multipartite, et au nom du Consortium, le Forum Des Alternatives Maroc « FMAS » et le Réseau Marocain Euromed des ONG en partenariat avec l'UE, organisent une formation sur la politique européenne de voisinage en matière de liberté d'expression dans l'espace digital.

Ce projet a pour objectif général de promouvoir et protéger les Droits Humains au Maroc, et prévenir ses violations à travers la mise en place d'une dynamique de dialogue multipartite (entre l'UE et les Etats membres de l'UE, les institutions constitutionnelles, l'Etat et la société civile) constructive, inclusive et structurée d'une part et le renforcement de l'approche participative dans l'élaboration des politiques européennes et nationale d'autre part.

Objectif de la formation : le renforcement des capacités des acteurs de la société civile travaillant dans le domaine de la liberté d'expression afin qu'ils puissent participer efficacement dans le dialogue multipartite et plus spécifiquement le processus d'élaboration de ces politiques ainsi que conduire un plaidoyer pour développer et enrichir le savoir et les outils pour une meilleure protection et promotion du droit à la liberté d'expression au Maroc.

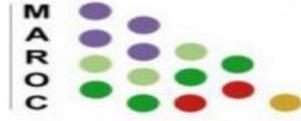
Résultat : 15 acteurs de la société civile maîtrisent le système de l'UE et la relation UE-Maroc en matière de liberté d'expression

Objet de la consultation :

Le/la formatrice est appelé/e à réaliser les tâches suivantes :

- 1- Elaborer la documentation du contenu de l'atelier de formation, en l'occurrence :
 - a) La note conceptuelle de la formation
 - b) Le programme de l'activité
 - c) Les supports de la formation
 - d) La grille d'évaluation de la formation





- 2- Modérer et faciliter le déroulement des travaux de l'atelier
- 3- Produire un rapport de synthèse de l'activité

Spécification des apprentissages :

Afin d'assurer la réalisation de l'objectif de cette formation, certaines connaissances à transmettre aux bénéficiaires ont été identifiées comme suit :

- Un aperçu sur la dimension des droits de l'homme dans la politique gouvernementale (fondements juridiques, objectifs généraux, instruments, règles, concurrence équitable, diversité culturelle, protection des données, protection des enfants et des consommateurs, pluralisme des médias, lutte contre la haine raciale et religieuse, indépendance des régulateurs nationaux des médias
- Un aperçu sur le système de fonctionnement de la justice en matière de liberté d'expression :
- Quelle stratégie, mesures et moyens du gouvernement pour développer ou restreindre pour « Façonner l'avenir numérique »
- : Quelles actions, quels appuis politiques et financier du gouvernement, aux syndicats de la presse, à la justice, à la HACA, au CNDH, à la protection des données personnelles, à la lutte contre les discours de la haine et les fake news, à la société civile...
- Quid de l'accès à l'information ?
- Etudes de cas : le projet de loi n°22.20 par exemple

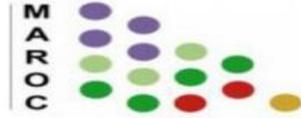
Outre les points cités ci-dessus à titre indicatif, le contenu de la formation peut aborder tout autre aspect jugé pertinent dans la réalisation de son objectif.

Qualifications requises

Pour la bonne réalisation de cette formation : deux profils sont requis

- **Pour le jour 1** : un(e) professeur spécialisé dans le droit de l'UE avec une expérience d'au moins 5 ans avec des compétences en matière d'apprentissage interactif
- Une connaissance du milieu associatif est un atout
- **Pour le jour 2** : un(e) expert(e) dans les relations UE- Maroc en matière de liberté d'expression qui travaille ou a déjà travaillé dans la DUE du Maroc





- Une expérience en tant que formateur est un atout.

Le groupe cible de la formation :

La formation sera au profit de 15 acteurs/trices de la société civile marocaine, provenant de différentes régions du Maroc et qui travaille dans le domaine de la liberté d'expression.

Durée de la consultation :

La formation se tiendra pendant 2 journées entières les 11 et 12 Novembre 2023 à Khémisset. La préparation de la formation et la rédaction du rapport final sont estimées à 1 journée de travail. La durée totale de la mission est donc de 3 journées de travail.

Livrables :

Les livrables se présentent comme suit :

- La note conceptuelle de la formation
- Le programme de la formation
- Les supports de formation
- Le rapport de synthèse de l'activité

Modalités pour postuler:

Les dossiers de candidatures doivent contenir :

- Une lettre de motivation
- Les CVs des consultant.e.s
- Une note méthodologique couvrant les deux journées de formation¹
- Une proposition tarifaire

Les dossiers doivent être acheminés par e-mail à l'adresse suivante fmascourrier@gmail.com , au plus tard le 20 août 2023, à minuit heure du Maroc.

¹ Les propositions doivent obligatoirement couvrir les deux volets de la formation

